

## « De l'Atlantique à l'Oural » : les relations Paris-Moscou

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicomm, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006).

---

La première visite officielle de Nicolas Sarkozy en Russie, les 9 et 10 octobre 2007, a été quelque peu éclipsée par les abondants commentaires de la politique intérieure française et de ses dérives langagières. Le président français entendait placer cette rencontre avec son homologue russe sous le signe des « convergences ». Aussi la communication présidentielle a-t-elle insisté sur le souhait de maintenir des « relations amicales avec la Russie » et d'« éviter les humiliations » vis-à-vis d'« un grand pays qui a souffert ». Soulignons au passage le caractère passablement humiliant de cette ritournelle héritée du chiraquisme triomphant. Le lendemain de son arrivée sur le sol russe, Nicolas Sarkozy a pu mesurer les limites de la diplomatie de « la claque dans le dos ». Le marketing politique ne peut dissoudre les graves contentieux qui opposent la Russie à l'Occident (le nucléaire iranien, l'indépendance albanais-kosovare et le bouclier antimissile en tout premier lieu) et Vladimir Poutine s'est montré glacial. Simple « coup de froid » dans une amitié franco-russe placée sous le signe de Michel Strogoff ? Il semble plutôt que nous abordions un tournant. Pour en prendre la juste mesure, il nous faut mettre en perspective les relations entre Paris et Moscou depuis 1944.

---

« L'Europe de l'Atlantique à l'Oural... » : De Gaulle use publiquement de cette expression en 1959 et il la reprend dans les années qui suivent. Les origines de cette délimitation géographique du continent européen remontent au siècle des Lumières. Au Moyen Age, la Chrétienté s'arrête au Don et la Horde d'Or domine l'espace russe. C'est au XVI<sup>e</sup> siècle que les victoires de la Moscovie et le reflux mongol portent le front européen sur la Volga. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le géographe officiel de Pierre le Grand (1689-1725), Vassili Tatichtchev, place sur l'Oural la limite entre Europe et Asie. Aisément franchissables et peuplés de Russes, ces modestes monts ne constituent en rien une discontinuité spatiale. Au siècle précédent, les cosaques de Yermak ont d'ailleurs pris possession des immensités sibériennes et depuis 1639, la Russie s'étend jusqu'aux rives de l'océan Pacifique. Le choix des monts Oural comme limite orientale de l'Europe répond à un dessein géopolitique. En se voulant à cheval sur deux continents, la Russie de Pierre le Grand entend incarner le modèle impérial, avec un centre et des périphéries. Dans la géographie de l'empire, la Sibérie est le substitut à l'outre-mer des monarchies ouest-européennes.

Le recours de De Gaulle à la géographie de Tatichtchev exprime ses représentations géopolitiques et la « grande stratégie » qu'elles inspirent. De Gaulle marque ainsi une rupture d'ordre spatial et temporel avec la géographie coloniale – « la France de Dunkerque à Tamanrasset » – et ses nostalgies jugées incapacitantes. Il s'agit aussi et surtout de renouer avec l'esprit du pacte franco-soviétique de 1944 et de maintenir le statu quo. Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, la diplomatie française a défini trois objectifs corrélés : assurer la sécurité nationale face à une hypothétique menace allemande ; s'affirmer comme la principale puissance ouest-européenne, garante avec l'URSS du *statu quo* de 1945 ; sauvegarder l'Union française et préserver le rôle planétaire de la France. Ainsi la négociation du Traité de Dunkerque, la première alliance franco-

britannique, s'inscrit-elle dans cette politique de maintien des alliances du temps de guerre. Conclu le 4 avril 1947, le Traité de Dunkerque est le pendant du Traité de Moscou, signé par la France et l'URSS le 10 décembre 1944.

Prenant acte de la rupture entre Moscou et Pékin (1960), De Gaulle mise sur les ferments d'indépendance qu'il croit pressentir à l'Est du rideau de fer. Il envisage l'organisation d'un nouvel ordre européen fondé sur l'entente de la France et la Russie, réciproquement liées par l'histoire de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et les réalités géopolitiques continentales. Cette recomposition aboutirait à marginaliser les Etats-Unis et permettrait à la France de prendre l'ascendant sur la République fédérale d'Allemagne. Contemporaine de la « sortie de l'OTAN » (expression sujette à caution), cette politique d'ouverture à l'Est est donc présentée comme un point de départ vers la formation d'une « Europe européenne », « de l'Atlantique à l'Oural ». De Gaulle interprète l'arrivée au pouvoir de Léonid Brejnev, en 1964, comme une rupture avec l'aventurisme de Khrouchtchev. Il réévalue donc à la baisse la menace soviétique et voit en l'URSS un partenaire « retrouvant la sympathie séculaire et l'affinité naturelle » de la Russie pour la France<sup>1</sup>. « Puisque la France n'arrivait pas à prendre l'ascendant sur l'Allemagne dans le cadre du partenariat franco-allemand et des Six, explique Georges-Henri Soutou, elle le ferait dans le cadre de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural avec l'aide de l'URSS »<sup>2</sup>.

Après avoir quitté le commandement intégré de l'OTAN et obtenu le départ des états-majors alliés, De Gaulle se rend en URSS pour y lancer son triptyque « détente, entente et coopération » (juin 1966). Il propose à Brejnev une concertation bilatérale sur la question allemande, la solution s'inscrivant dans la perspective d'un système de sécurité paneuropéen avec pour piliers la France et l'URSS. « En fait, poursuit Georges-Henri Soutou, ses idées de 1966 étaient largement un retour à celles de 1944, à l'époque du Pacte franco-russe ». Les représentations géopolitiques carolingiennes qui fondaient et légitimaient le Traité de l'Elysée du 22 janvier 1963 semblent alors bien éloignées. Pourtant, le Printemps de Prague montre les limites du « dégel » et de la « détente » à l'Est du rideau de fer ; la portée de cette *Ostpolitik* « à la française » s'en trouve singulièrement limitée.

Cette représentation géopolitique d'une Grande Europe édiflée sur une relation privilégiée franco-soviétique, puis franco-russe, n'en est pas moins prégnante. Valéry Giscard d'Estaing n'y est pas totalement insensible mais il lui faut composer, lui aussi, avec les dures réalités de l'affrontement Est-Ouest. Lors de la « crise des euromissiles », au début des années 1980, François Mitterrand réaffirme l'irréfragable alliance transatlantique<sup>3</sup>. Pourtant, la chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne réactivent de vieux réflexes. Il se rend précipitamment à Berlin-Est puis court retrouver Mikhaïl Gorbatchev à Minsk pour tenter de retarder l'inéluctable. Au début de l'année 1990, François Mitterrand propose un projet de « Confédération européenne » – avec l'URSS moribonde et sans les Etats-Unis – qui eût relégué les « démocraties émergentes » d'Europe centrale et orientale dans une « zone grise », potentiellement ouverte aux pressions multiformes d'une future Russie post-soviétique. D'aucuns s'étonnent encore que ces pays aient privilégié l'entrée dans les instances euro-atlantiques (UE et OTAN) ...

Elu à la présidence de la République, Jacques Chirac propose l'instauration d'un étroit partenariat avec la Russie qui « formerait, aux côtés de l'Union européenne, le second pilier d'une architecture continentale fondée (...) sur la coopération de deux grands ensembles, partenaires dans l'OSCE qui pourrait progressivement devenir l'Organisation de l'Europe continentale, gage de paix et de sécurité pour tous ses peuples » (31 août 1995). Cette perspective d'une OSCE renforcée est alors l'un des axes directeurs de la diplomatie russe, par opposition aux Etats-Unis et à l'OTAN. Le 27 mai 1997, la signature de l'Acte fondateur OTAN-Russie lui semble ouvrir « la voie au rassemblement d'une grande famille européenne enfin réconciliée, unie par une communauté de destin et de valeurs. (...) Cette très grande nation qu'est la Russie (...) doit devenir un élément

*essentiel de la stabilité et l'équilibre du monde* » (27 août 1997). Le cap est fixé pour les deux mandats présidentiels. Sur fond de crise irakienne, l'a-typique coalition Paris-Berlin-Moscou, hâtivement qualifiée d'« axe », est présentée comme un possible substitut à l'ancrage euro-atlantique et occidental.

Au-delà des variations sur l'« axe Paris-Berlin-Moscou », la grande tendresse dont Jacques Chirac témoigne à l'égard de Vladimir Poutine pourrait être interprétée à l'aune de ce précédent : s'appuyer sur le « pôle de puissance » russe pour endiguer la puissance américaine au Conseil de sécurité des Nations unies et dans le monde ; équilibrer le poids de l'Allemagne en Europe par un retour à l'alliance franco-russe. La mise en place d'un Conseil consultatif de défense et de sécurité franco-russe et le renforcement de la coopération aérospatiale s'accompagnent d'un vigoureux éloge de l'exemplaire démocratie russe. Une fois de plus, les espoirs investis dans la Russie sont démentis par les réalités. En dépit des leçons de patience administrées par Jacques Chirac à ses partenaires et alliés, l'Etat russe s'éloigne des régimes constitutionnels-pluralistes et des normes occidentales. Menaces et pressions sur les pays européens suivent ; Vladimir Poutine semble vouloir jouer l'Orient contre l'Occident.

Il apparaît donc que l'héritage de la politique française à l'égard de la « Russie-Soviétique » est particulièrement lourd. Nonobstant les inévitables différences de perception et les rivalités d'intérêts qui perdurent au sein d'une même alliance, on doit s'interroger sur le tropisme russe d'une partie des élites et de l'opinion publique françaises. Les uns invoquent le souvenir de l'alliance franco-russe d'avant la Grande Guerre mais cela est un peu court. Les autres citent Pouchkine, Tolstoï ou encore Tchaïkovski. Nul ne niera la grandeur de la culture russe, partie intégrante de notre civilisation, mais cela est d'un autre ordre. D'une manière générale, le romantisme historique et culturel ne peut expliquer à lui seul les complaisances à l'égard de Moscou. La nostalgie de la grandeur, que l'on cherche à apaiser en transférant ses aspirations déçues sur d'autres acteurs étatiques, fournit quelques éléments d'interprétation. Enfin, tous n'ont pas fait leur deuil de la violence jacobino-bonapartiste qui traverse l'histoire de la France contemporaine, d'où une grande indulgence à l'égard d'une forme de pouvoir encline à la brutalité. Pour autant, l'Europe s'étend de l'Atlantique à l'Oural et non point de l'Oural à l'Atlantique.

A conserver en mémoire.

## Jean-Sylvestre MONGRENIER

### Notes

<sup>1</sup> Citation extraite d'un toast porté à l'occasion du départ de l'ambassadeur soviétique Vinogradov, le 23 mars 1965.

<sup>2</sup> Georges-Henri Soutou, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Fayard, 1996.

<sup>3</sup> Voir son « Discours du Bundestag » du 20 janvier 1983.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreeurope.com>).